

ACTION URGENTE

ISRAËL/TPO. IL FAUT LIBÉRER AYMAN BANI OWDA IMMÉDIATEMENT

Ayman Bani Owda, alias Ayman Ghrayeb, défenseur palestinien des droits humains et travailleur social originaire de Tammoun, dans le gouvernorat de Tubas, en Cisjordanie occupée, est détenu sans inculpation ni jugement dans une prison israélienne en dehors du territoire occupé, en raison de son travail en faveur des droits humains. Père de quatre enfants, Bani Owda est détenu arbitrairement par les forces israéliennes depuis le 17 novembre 2025. Le 14 décembre, un tribunal militaire israélien a confirmé l'ordre de détention administrative le concernant pour une durée de six mois. Les autorités israéliennes doivent le relâcher immédiatement et sans condition.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Destinataire : Maj. Gen. Avi Bluth

IDF Central Command

Fax : +972 2 530 5741, +972 2 530 5724

Courriel : pnlot.tzibur@mail.idf.il

Courriel 2 : yoayosh@idf.il

Destinataire : Brig. Gen. Orly Markman

IDF President of the Military Court of Appeals

Courriel 1 : mazkirut_yvdz@idf.il

Courriel 2 : 0747937910@court.gov.il

M. le major-général Avi Bluth et Mme la générale de brigade Orly Markman,

Je me permets de vous écrire pour vous demander de faire libérer immédiatement et sans condition Ayman Bani Owda, défenseur palestinien des droits humains et travailleur social, actuellement détenu à la prison de Gilboa, dans le nord d'Israël.

Le 17 novembre 2025, Ayman Bani Owda, âgé de 43 ans, habitant de la ville de Tammoun, dans le gouvernorat de Tubas, a été arrêté par l'armée israélienne à son arrivée dans le village de Fasayil, dans la partie centrale de la vallée du Jourdain, en Cisjordanie occupée. Il était venu recenser les difficultés quotidiennes d'un village palestinien vivant sous la menace imminente d'un transfert forcé.

Pendant deux jours, Bani Owda a été détenu au secret et la police et l'armée israéliennes ont refusé de confirmer qu'il était entre leurs mains, malgré les multiples requêtes déposées par son avocat. Ce n'est qu'après des pressions répétées que l'armée israélienne a révélé qu'il avait été détenu à la base militaire de Samra, dans la vallée du Jourdain, où il était gardé dehors, menotté, et où il a été soumis à des violences physiques. Il a ensuite été transféré à la prison de Megiddo. Six jours plus tard, il a été interrogé au sujet de vagues accusations d'« incitation à la haine contre l'État d'Israël ».

Le 14 décembre 2025, un tribunal militaire israélien a confirmé l'ordre de détention administrative le concernant pour une durée de six mois. Bani Owda compte parmi les milliers de Palestinien·ne·s incarcérés sans inculpation ni jugement. Comme tous les détenus et prisonniers palestiniens, il est privé de visites familiales. Ayman Bani Owda est détenu arbitrairement uniquement en raison de ses activités de défense des droits humains.

Aussi je vous prie d'agir au plus vite en vue de libérer immédiatement et sans condition Ayman Bani Owda, afin qu'il puisse retourner auprès de sa famille et dans son village. Dans l'attente de sa libération, je vous prie instamment de veiller à ce qu'il soit traité avec humanité, et ne soit pas soumis à la torture ni à d'autres formes de mauvais traitements.

Veuillez agréer, Madame et Monsieur, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Ayman Bani Owda, alias Ayman Ghrayeb, âgé de 43 ans, est un défenseur des droits humains et militant associatif originaire de la ville de Tammoun, dans le gouvernorat de Tubas, dans le nord de la Cisjordanie occupée. Il a cofondé la Coopérative pour femmes Ikhilia et occupait la fonction de président du conseil jusqu'à son arrestation. Ikhilia est une association dirigée par des femmes qui apporte son soutien aux ouvrières et ouvriers agricoles palestiniens et aux villages de la vallée du Jourdain. Ayman Bani Owda est père de quatre enfants, le plus jeune n'ayant pas encore deux ans.

Depuis 2007, il a consacré sa vie à défendre les droits humains, recensant les violations commises dans la vallée du Jourdain, où les communautés bédouines et pastorales palestiniennes ont un accès restreint à leurs pâturages et risquent d'être transférées de force en raison des violences perpétrées par l'armée israélienne et des colons avec le soutien de l'État. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies dans les territoires palestiniens occupés, entre janvier 2023 et le 16 février 2026, 4 765 Palestinien·ne·s ont été déplacés dans 97 localités et secteurs de la zone C en Cisjordanie ; 35 % d'entre eux, soit 1 656 personnes, sont originaires de la région de la vallée du Jourdain. Rien qu'en janvier 2026, plus de 600 Palestinien·ne·s ont été déplacés de Ras Ein al Ouja, une communauté bédouine située dans la partie centrale de la vallée du Jourdain ; il s'agit du plus important déplacement d'une seule communauté dû aux attaques de colons et aux restrictions d'accès au cours des trois dernières années.

Le 17 novembre 2025, alors que Bani Owda venait juste d'arriver dans la localité de Fasayil afin de recenser les atteintes aux droits humains contre des bergers, deux colons israéliens ont bloqué son chemin et appelé l'armée israélienne pour qu'il soit arrêté. Bani Owda a tout d'abord été détenu par un coordinateur de la sécurité civile dans une colonie voisine avant d'être transféré en garde à vue. Pendant deux jours, on ignorait où il se trouvait, et ce n'est qu'après les pressions incessantes de l'avocate Riham Nasra, financée par le Human Rights Defenders Fund (HRDF), et la menace d'une requête en *habeas corpus* que l'armée israélienne a révélé qu'il avait été détenu secrètement à la base militaire de Samra, dans la vallée du Jourdain. Pendant sa détention aux mains de l'armée, Bani Owda a subi des violences physiques. Six jours après son interpellation, il a été interrogé au sujet de vagues accusations d'« incitation à la haine contre l'État d'Israël ». Le 14 décembre, un tribunal militaire a confirmé l'ordre de détention administrative le visant pour une durée de six mois ; ce dispositif permet aux autorités de placer des personnes en détention sans inculpation ni jugement. Un ordre de détention administrative peut durer jusqu'à six mois, mais peut être renouvelé indéfiniment, et les éléments à charge sont tenus secrets, empêchant ainsi les personnes concernées de contester leur détention et de savoir quand elles seront libérées.

Depuis le 7 octobre 2023, les autorités israéliennes ont nettement accru leur recours à la détention administrative à l'encontre des Palestinien·ne·s, recours qui avait déjà atteint un niveau record depuis 20 ans avant même cette date. Selon l'organisation israélienne de défense des droits humains HaMoked, en février 2026, 3 358 Palestinien·ne·s se trouvaient en détention administrative, ainsi que 249 Palestinien·ne·s de Gaza détenus en vertu de la Loi relative à l'incarcération des combattants irréguliers, sans inculpation ni jugement.

L'usage systématique par Israël de la détention administrative est contraire au droit international relatif aux droits humains. Utilisée de la sorte, la détention administrative revêt un caractère arbitraire et peut, si elle est prolongée ou répétée, relever des peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants. L'utilisation arbitraire, généralisée et discriminatoire par Israël de la détention administrative constitue un acte inhumain qui permet de maintenir un système d'apartheid à l'égard des Palestinien·ne·s.

Walaa, l'épouse d'Ayman, a déclaré à Amnesty International : « Depuis l'arrestation d'Ayman, notre fils de 16 ans, très attaché à son père, tient un journal qui lui est adressé, dans lequel il lui confie ses problèmes et à quel point il lui manque. Nous avons tous besoin qu'il revienne. » Walaa a indiqué que le 27 novembre 2025, 10 jours après l'arrestation d'Ayman, l'armée israélienne a fait irruption chez eux lors d'une descente à Tammoun et s'est installée dans la maison pendant deux jours, expulsant la famille pendant ces deux jours. Lorsqu'ils sont revenus, la maison avait été saccagée.

Ayman Bani Owda est actuellement détenu à la prison de Gilboa, dans le nord d'Israël, en violation de la Quatrième Convention de Genève qui interdit formellement le transfert de détenus hors du territoire occupé. Rejoignez la campagne d'Amnesty International, écrivez aux autorités israéliennes et demandez la libération immédiate et inconditionnelle d'Ayman Bani Owda et de tous les Palestinien·ne·s détenus arbitrairement.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais et arabe.

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 30 SEPTEMBRE 2026.

NOM ET PRONOM : Ayman Bani Owda (il)